

LE MONDE. *diplomatie*

LES
RÉVOLUTIONS
DE ROUSSEAU
PAR EVELYNE PIEILLER
Page 27.

4,90 € - Mensuel - 28 pages

N° 703 - 59^e année. Octobre 2012

« On n'a plus le temps... »

PAR SERGE HALIMI

Ceux qui se désolent du manque d'attention à leur cause, à leur activité, se voient souvent opposer la même explication : « On n'a plus le temps. » On n'a plus le temps de se plonger dans un livre « trop long », de flâner dans une rue ou dans un musée, de regarder un film de plus de quatre-vingt-dix minutes. Ni celui de lire un article abordant autre chose qu'un sujet familier. Ni de militer ni de faire quoi que ce soit sans être aussitôt interrompu, partout, par un appel qui requiert d'urgence son attention ailleurs.

Pour une part, ce manque de temps découle de l'apparition de technologies qui ont permis de... gagner du temps : la vitesse des déplacements s'est accrue, celle des recherches, des transmissions d'informations ou de correspondances aussi, souvent à un coût modeste ou dérisoire. Mais, simultanément, l'exigence de vitesse n'a cessé d'obérer l'emploi du temps de chacun, et le nombre de tâches à réaliser a explosé. Toujours connecté. Interdit de musarder. On n'a plus le temps (1).

Parfois, c'est aussi l'argent qui fait défaut : on n'a plus les moyens. S'il coûte toujours moins cher qu'un paquet de cigarettes, un journal comme *Le Monde diplomatique* implique une dépense que bien des salariés, chômeurs, étudiants, précaires ou retraités ne jugent pas anodine.

Parmi d'autres, ces raisons expliquent la désaffection de la presse payante. Une fraction de ses anciens lecteurs l'abandonne à mesure que la fenêtre de papier ouverte sur le monde, l'attente du postier ou du kiosquier se métamorphosent en une contrainte de lecture supplémentaire dans un calendrier surchargé – et surtout s'il faut payer. Un des propriétaires de *Free* et du *Monde*, M. Xavier Niel, anticipe que les journaux auront disparu d'ici une génération.

Si leur financement se faisait sur des écrans, des tablettes, il n'y aurait peut-être guère motif à s'alarmer : ceci remplacerait cela. Mieux encore, la science, la culture, les loisirs, l'information se diffuseraient plus vite, y compris dans les lieux les plus reculés. Au reste, nombre de périodiques conçus sans autre projet rédactionnel que d'arrondir les profits (ou l'influence) de leurs propriétaires peuvent bien succomber sans que la démocratie y perde. Seulement, les nouvelles technologies de l'information n'assurent au journalisme ni les emplois ni les ressources des anciennes. A moins de travailler à titre bénévole, c'est-à-dire en tirant ses revenus d'ailleurs, comme la plupart des blogueurs, la profession se trouve menacée du pire : elle ignore si elle dispose d'un avenir.

(Lire la suite page 21.)

(1) Cf. Deborah Corrèges, « La tyrannie de la vitesse », *Sciences humaines*, n° 239, Auxerre, juillet 2012.

QUAND L'EUROPE IMPOSE SON CREDO

La compétitivité, un mythe



GALERIE VIDAL - SAINT PHALLE, PARIS

MAX NEUMANN. – Sans titre, 17 mars 2010

SINGULIER unanimité. L'ancien ministre des affaires étrangères Alain Juppé révélait, le 28 août dernier, « le vrai problème de l'économie française » : son manque de compétitivité (matinale de France Inter). Un mois auparavant, à l'annonce de huit mille licenciements par le groupe Peugeot (PSA), M. Jean-

* Géographe. Cet article s'appuie sur sa thèse de doctorat, « Géographie de la compétitivité », université Paul-Valéry, Montpellier, 2011.

François Copé, secrétaire général de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), avait déjà identifié une « priorité absolue », « la compétitivité de notre industrie », avant que le sénateur et ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin n'appelle de ses vœux un « choc de compétitivité », seul capable d'aiguillonner l'économie hexagonale.

L'accord parfait des ténors de l'UMP offrait un étonnant écho à celui des salons de Bercy et du palais de Matignon. Le premier ministre Jean-Marc Ayrault n'avait-il pas conclu la « conférence sociale » des 9 et 10 juillet avec les partenaires sociaux en fixant un objectif fondamental : « Améliorer la compétitivité de nos entreprises » ? Sur ce point, aucune cacophonie gouvernementale. Soucieux de justifier sa participation à l'université d'été du Mouvement des entreprises de France (Medef), le ministre socialiste de l'économie et des finances, M. Pierre Moscovici, précisait : « Nous serons là pour dire que le gouvernement est pleinement décidé à affronter le défi

Pour sortir d'une crise déclenchée par la finance, les pistes étaient multiples : brider la spéculation, régler les marchés, sanctionner les banquiers... Avec le soutien d'un nombre croissant d'industriels, l'Union européenne a formulé une autre priorité, qu'elle impose déjà aux pays en difficulté : accroître la « compétitivité » du marché du travail. Mais que désigne ce terme, que dirigés de gauche comme de droite semblent avoir érigé en nouveau Graal ?

PAR
GILLES ARDINAT *

économique de la compétitivité, car ce n'est qu'en renforçant nos capacités de croissance que nous gagnerons la bataille de l'emploi (1). »

De la stratégie de Lisbonne, qui, en 2000, fixait un « nouvel objectif » à l'Union européenne – « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde » – aux « accords compétitivité-emploi », lancés par le président Nicolas Sarkozy à la fin de son mandat, des injonctions à la « compétitivité fiscale » du patronat britannique aux plans de « compétitivité industrielle » de son homologue espagnol, le mot est sur toutes les lèvres. Il ne s'agit plus uniquement de gestion d'entreprise : dorénavant, les villes, les régions et plus encore les nations devraient également concentrer leurs énergies sur cet objectif prioritaire.

(Lire la suite page 22.)

(1) Thomas Wieder, « Le flirt discret de l'Élysée avec les patrons », *Le Monde*, 29 août 2012.

LONGUE MARCHÉ VERS LE SUD

Avec les migrants africains en route pour Johannesburg

Si, régulièrement, des bateaux de clandestins font naufrage en Méditerranée, neuf migrants africains sur dix vont chercher du travail au sein même du continent noir. Pays émergent, l'Afrique du Sud attire chaque année des milliers de jeunes qui prennent tous les risques pour atteindre ce nouvel eldorado.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL GUILLAUME PITRON *

Midi déjà et M. Etienne Bokoli, un traducteur congolais d'une vingtaine d'années, s'impatiente. Suspendu au zénith, le soleil hivernal éperonne de ses rayons les toitures ondulées de Messina, et nulle trace de son ami Babasar. Depuis sept heures, ce Sénégalais est reclus avec des centaines de clandestins dans le centre d'accueil des réfugiés de cette bourgade sud-africaine en bordure du Zimbabwe. « Il a traversé la frontière par la brousse et s'est présenté ce matin aux services d'immigration, terrorisé, incapable d'exprimer sa demande d'asile en anglais. Je lui ai servi d'interprète », poursuit M. Bokoli, qui attend quelques rands (1) en retour.

Un avion de Dakar à Kinshasa, un autre jusque Lubumbashi, puis un mois d'errance en Zambie et au Zimbabwe... Comme Babasar, « des milliers de clandestins venus des confins de l'Afrique subsaharienne rejoignent, chaque année, Messina par la voie routière », rapporte M. Mpilo Nkomo, au bureau local de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Contre quelques centaines de rands, des tindaqueurs (passeurs) zimbabwéens dépècent les triples

clôtures barbelées et facilitent la traversée du fleuve Limpopo. « Hommes, femmes, enfants, tout le monde passe à la nage dès la nuit tombée, détaille M. Nkomo. Estimez-vous chanceux de ne pas être dévalisé en pleine brousse par les passeurs, ni d'y croiser quelque crocodile ou mamba noir. »

Réchappés des patrouilles frontalières, ils se massent désormais dans cette bâtisse cernée de grilles rouges. De la Somalie à la Mauritanie, du Tchad au Zimbabwe, toutes les ethnies du sous-continent y ont ce matin dépêché un émissaire. Les voilà, camaïeu de teintes ébène, qui quittent le centre au compte-gouttes, un permis de séjour temporaire à la main. Mêlé dans cette palette d'Afrique, Babasar. Ou plutôt, un homme apeuré que l'on retrouve à la gare routière, tandis qu'il s'engouffre dans un taxi collectif. Ses membres frémissent, ses lèvres frissonnent. Il a réussi, et pourtant la crainte d'être arrêté à l'orée de la dernière frontière demeure vivace. Tout au plus ce trentenaire bredouille-t-il quelques mots. La camionnette n'est plus qu'un point blanc sur la route de Johannesburg.

(Lire la suite page 18.)

(1) Un euro équivaut à 10 rands.

* Journaliste.

L'état du monde 2013
« Véritable roman de l'actualité mondiale »
Pour prendre la mesure de la rupture entre politique et société

SOUS LA DIRECTION DE
BERTRAND BADIE ET DOMINIQUE VIDAL

LA CASSURE
L'ÉTAT DU MONDE 2013

ERROR
404
DEMOCRACY
NOT FOUND

264 pages, 18 €

– www.editionsladecouverte –



Avec les migrants africains en route

(Suite de la première page.)

M. Bokoli dit croiser en moyenne cinq Ouest-Africains chaque semaine. « Surtout des Sénégalais et des Ghanéens. C'est fou la route qu'ils ont faite ! Un voyage encore plus dur que la vie qu'ils ont faite. » A Johannesburg, M. Ismaël Fofana en sait quelque chose. « Des candidats au voyage m'appellent tous les jours de Côte d'Ivoire », rapporte ce rescapé parti d'Abidjan quelques années plus tôt. « Ils se foutent de mes mises en garde ! Depuis la Coupe du monde de football de 2010, ils ne rêvent que de l'Afrique du Sud. »

A neuf mille kilomètres de macadam et de pistes, Abidjan, une des capitales économiques de l'Afrique de l'Ouest, dresse ses tours fières et défraîchies au-dessus de la lagune bordant le golfe de Guinée. En ce mois d'avril, la ville entière, engluée dans des ondées de chaleur, attend la délivrance des orages annonciateurs de la saison des pluies. Même les wôro wôro, ces Peugeot 504 préposées aux transports collectifs, semblent ralenties par l'air lourd.

Nikon argentique pendu au cou, M. Razak Bakare, photographe à la démarche titubante, a fait le deuil de la « belle époque » du président Félix Houphouët-Boigny (2). Crises économiques, atteintes au multipartisme, guerre civile... Depuis deux décennies, le déclin de la Côte d'Ivoire renvoie à toute l'Afrique francophone le spectacle de son déclassement. Les affrontements qui font suite aux élections de 2010 achèvent de mettre le pays à genoux.

La cupidité des passeurs le dispute à la corruption des policiers

« En Côte d'Ivoire, tu as le choix entre deux façons de mourir : soit tu restes et la misère te tue, soit tu pars à l'aventure... en espérant réussir », expose M. Bakare. Historiquement, les candidats au départ se sont surtout tournés vers l'ancien colonisateur français, « car sinon ce n'est pas ivoirien ! », rit-on. Mais, de culturelle, l'émigration a pris une coloration économique. Les conditions d'immigration vers l'Europe se sont durcies. Et puis, « si nous allons tous à l'aventure... en espérant réussir », expose M. Bassikini. En sus, 75 000 francs et cinq jours de voyage à travers le Ghana, le Togo, le Bénin puis le Nigeria leur permettront de rejoindre la ville côtière de Calabar, à la frontière camerounaise. Ne pouvant se payer le visa, la majorité passe alors dans la clandestinité. Heureusement, les deux hommes ont tissé, jusqu'à Kinshasa, une toile de relais rompus aux passages de frontières. « Le premier les attend à Lagos, le second à Douala », assure M. Bassikini en laissant filer ses doigts sur une carte de l'Afrique. « Vous verrez, tous les "clandos" se retrouvent au Cameroun. »

« C'est un pays plus accessible que l'Europe », argumente M. Felix Gnamoua, un ouvrier de 24 ans. « A travail égal, j'y gagnerai dix fois mieux ma vie qu'ici ! », renchérit M. Tiemeko Koné. Attablé à un maquis (bar) de Port-Bouët, ce professeur d'anglais brave les injures du soleil avec les moyens du bord : quelques Kleenex et un Fanta orange. Et rêve de découvrir la cohabitation entre Noirs et Blancs, d'en faire un documentaire et de rencontrer M. Nelson Mandela. Pour le visa et le vol, il a prévu un budget de 2 millions de francs CFA (3) – trois ans de salaire moyen. « Je partirai dès que j'aurai obtenu le visa, Inch'Allah ! »

Ces nantis de l'aventure occultent une seconde classe de migrants : des frères d'armes trop pauvres pour arpenter les aéroports, mais suffisamment aisés pour prendre la route. « J'ai assez économisé pour effectuer le trajet en quelques semaines », assure M. Falla Bouanama. Pour cet éphèbe drapé dans un élégant kaftan rouge, l'équipée par la route s'annonce heureuse « car après tout, je retourne à la maison ! » Après sept années passées en Afrique du Sud, M. Bouanama est retourné en Côte d'Ivoire pour revoir les siens. Et rêve désormais d'un nouveau départ. Ses yeux brillent à l'évocation des couchers de soleil sur la plage de Point Street, à Durban, et des quartiers chics de Johannesburg, où il officia comme vendeur à la sauvette. Comme lui, ses frères en quête d'un « meilleur ailleurs », éparpillés le long d'un arc de cercle reliant Nouakchott à Lagos, guettent l'avenir dans la direction opposée à celle jadis scrutée par leurs pères.

Et, pour soulager ce fardeau de douleur et d'espoir, des dizaines de patrons de sociétés de transport proposent de « faciliter » le trajet. Parmi eux, MM. Sanogo Bassikini et Edouard Amoussou gèrent leurs opérations depuis une discrète gare de bus de Port-Bouët, coincée entre le bitume qui glisse vers le Ghana et les plages de sucre roux sur lesquelles les vagues de l'Atlantique viennent tirer leurs réveries. Les deux compères reconnaissent « ne pas toujours faire des trucs très légaux » ; mais qu'importe, évacue M. Amoussou, « tous les transporteurs trafiquent un peu à Abidjan ! ».



FRANCK POURCEL. – A bord d'un camion de migrants, désert nigérien, 2002

« Un passeport et un carnet de vaccination suffisent aux Ivoiriens pour voyager dans la Cedeao [Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest] », expose M. Bassikini. En sus, 75 000 francs et cinq jours de voyage à travers le Ghana, le Togo, le Bénin puis le Nigeria leur permettront de rejoindre la ville côtière de Calabar, à la frontière camerounaise. Ne pouvant se payer le visa, la majorité passe alors dans la clandestinité. Heureusement, les deux hommes ont tissé, jusqu'à Kinshasa, une toile de relais rompus aux passages de frontières. « Le premier les attend à Lagos, le second à Douala », assure M. Bassikini en laissant filer ses doigts sur une carte de l'Afrique. « Vous verrez, tous les "clandos" se retrouvent au Cameroun. »

Un exode vers Johannesburg s'effectue rarement d'une traite. Il est émaillé de villes-étapes dans lesquelles les voyageurs s'attardent, quelques jours voire plusieurs années, le temps de se constituer quelques économies. Rassemblés par nationalités, une flopée de migrants ont trouvé refuge auprès des marchands de rêves du marché Congo de Douala, au Cameroun – un dédale de ruelles flanquées de ferrailleurs et de vendeurs de papayes, traversées par les odeurs de poulet rôti et d'arôme Maggi, à deux mille cinq cents kilomètres d'Abidjan. Les chants du muezzin rivalisent avec ces récits de voyage où la cupidité des passeurs le dispute à la corruption des policiers et à la brutalité des coupeurs de route.

A « 500 francs » de motocyclette du marché – ici, on n'aime pas compter le temps –, un autre voyageur relate son épopée. « L'aventure vers l'Afrique du Sud, c'est l'objectif Lune ! » Cultivé, le regard pétillant, M. Bruno Firmin est l'une de ces étoiles solitaires jetées sur les routes obscures de l'immigration clandestine. « Toute famille africaine a son héros : un joueur de football, un chanteur ou... un aventurier. » Il y a quelques années, ce Ghanéen a été désigné pour réaliser les ambitions de ses frères : « Voyager, réussir et envoyer de l'argent au pays. » La suite, il la narre dans une confusion de rires et de larmes : une errance jusqu'au Brésil, le goût des filles sur les plages de Copacabana, la sueur dans les champs de coton de la République dominicaine, le rêve nord-américain stoppé net en Haïti par le tremblement de terre de 2010. Rapatrié au Ghana par les Nations unies, « plus personne ne me respectait. J'étais détruit ».

Pour « gagner le respect qui [lui] est dû, il fallait donc repartir, vers l'Afrique du Sud cette fois-ci ». Une rédemption par la route qui s'est poursuivie dans les cales d'un cargo reliant Accra à Douala « avec quelques fruits, des conserves de sardines et une serviette de toilette ». Après huit jours de voyage, « il a fallu accoster de nuit et payer

10 000 francs aux policiers. Puis j'ai encore corrompu un policier pour obtenir une fausse carte d'identité camerounaise ». Voilà maintenant cinq mois que M. Firmin vit de petits métiers. Quand parviendra-t-il à destination ? « Je n'en ai aucune idée, dans un an peut-être ? »

Chaque année, vingt-cinq mille Ouest-Africains (4) – dont une écrasante majorité d'hommes – tentent leur chance par la route vers la « nation arc-en-ciel ». Un exode également entrepris par vingt mille Ethiopiens et Somaliens (5) et des centaines de milliers de Zimbabwéens et Mozambicains (6). « Ces garçons partent à n'importe quel prix », observe, attablé devant la piscine de l'hôtel Sawa, le politologue Jean-Emmanuel Pongi. Pour nombre d'entre eux, la fuite en avant s'interrompt au Gabon, en Angola et en Guinée-Equatoriale : des Etats tellement riches de leur pétrole qu'entassés à leurs frontières « les migrants regardent les barrages douaniers comme si un ancêtre avait laissé une immense héritage de l'autre côté ! », rigole M. Emmanuel Bienvenu, qui met en relation aventuriers et passeurs. Faut-il y déceler les signes d'une génération sevrée de l'Occident ?

Peu de candidats pour l'Europe et l'Amérique du Nord

A rebours d'une idée solidement ancrée, « les statistiques ne corroborent absolument pas cette crainte d'une invasion de l'Europe par l'Afrique », analyse Pongi. Les spectaculaires naufrages en mer Méditerranée de rafiots surchargés d'Africains ne changeront en rien cette réalité : « Sur cent migrants Africains, seuls cinq gagnent l'Amérique du Nord et un l'Europe (7). Quatre-vingt-douze émigrent vers un autre pays africain. L'Afrique se découvre. »

A l'image des ruraux rejoignant un pays voisin pour travailler dans une plantation, une mine ou un gisement pétrolier, ces migrations s'opèrent le plus souvent entre Etats frontaliers. Les plus téméraires projettent leurs espoirs bien au-delà. Traverser le continent jusqu'en Afrique du Sud relève de l'exception. Quoi qu'il en soit, la transgression des frontières, « arbitrairement imposées par l'Europe, mais qui ne veulent souvent rien dire sur le terrain », rappelle Pongi, préfigure l'intégration économique nécessaire à l'essor du continent... Pourvus d'une réputation sulfureuse, les passeurs en seraient-ils le rouage ?

« Chaque jeudi, à 15 heures, Ngom s'assoit à un snack-bar de la commune d'Akwa et, en quelques minutes, tout le quartier est prévenu qu'il est là », rapporte M. Bienvenu. L'après-midi s'écoule au son des avertisseurs et des braillements de moteur sur le boulevard de l'Unité. Au rez-de-chaussée du restaurant, Ngom surveille d'un œil endormi le chargement d'un autocar en partance pour la ville guinéenne de Bata, tandis qu'au premier étage une jeune femme apprêtée encaisse 20 000 francs par passager. « C'est le triple du tarif habituel, mais pour ce prix Ngom mouille la barbe des douaniers et s'assure qu'ils n'inspectent personne », explique M. Bienvenu. Même les commerçants guinéens passent par les services de cet ancien policier devenu passeur pour voyageurs... en situation régulière ! Une planque idéale pour les clandestins « qui, moyennant 20 000 francs supplémentaires, sont autorisés à se fondre dans la masse ».

Des crampons, un maillot, une brosse à dents et une carte de crédit

Les aventuriers en route pour l'Afrique du Sud transitent quant à eux par le Gabon voisin. Prévenu, Ngom les remet en cours de route aux bons soins d'un confrère qui, « grâce à ses contacts avec des autorités très haut placées, se charge de les faire passer au poste-frontière d'Ambam ». Réputés xénophobes, les Gabonais ont fait de leur police de l'immigration le cauchemar des clandestins – et de Vié en particulier. Arrêté à Libreville, « j'ai été expulsé à bord du premier cargo en route pour l'Afrique de l'Ouest », relate cet Ivoirien. Le vaisseau chargé de l'éloigner de son rêve était commandé par « un capitaine très grand au torse recouvert de tatouages ». Ironie du voyage, « il était sud-africain ».

« Au départ de Douala, mieux vaut prendre le bus pour Yaoundé puis Bertoua, dans l'est du Cameroun », préconise un connaisseur. « Arrivé au poste-frontière du Congo-Brazza, tu obtiens le visa pour 60 000 francs. La ville d'Ouessou se trouve juste de l'autre côté. » Par souci d'économies, Emeka (8) a opté pour les bakchichs et les palabres : « A chaque poste-frontière, j'enfilais ma tenue de foot et j'expliquais aux policiers que je partais jouer à l'AS Vita Club de Kinshasa !, explique ce joueur professionnel. Ça m'a rendu sympathique à leurs yeux. »

En 2006, conscient que, pour atteindre son rêve, il lui faut d'abord sillonner l'Afrique, Emeka s'abandonne à son tour à l'aventure, avec « des crampons, un maillot, une brosse à dents et une carte de crédit ». Parvenu à Ouessou, restait à fendre la forêt vierge en bus jusqu'à Brazzaville : une expédition « indescriptible, le long d'une piste sinueuse, à me nourrir de mangues et d'oranges. A l'arrivée, j'étais démoli ». Un mois et trois mille kilomètres lui auront été nécessaires depuis Douala pour atteindre, embourbée dans le ventre mou de l'Afrique, la prochaine escale des migrants : le Beach Ngobila.

Il est 11 heures en ce matin de juin et la première frontière terrestre de Kinshasa, cramponnée aux eaux brunes du fleuve Congo, fourmille de militaires, de commerçants et de brouettes rafistolées. Hommes mutilés, femmes en boubou, sacs de jute, chaises, paniers de fruits et légumes... Toute l'énergie désordonnée de l'Afrique, contenue dans une chaloupe rejoignant la République démocratique du Congo (RDC), se presse devant Louis, un agent des services d'immigration. Ce Congolais trapu et à la démarche chaloupée n'accepte de parler qu'autour d'une Turbo, bière locale servie glacée à une terrasse du Bloc, quartier animé de Kinshasa : « Les "Ouestafs" passent en masse par le Beach », observe-t-il, avant d'assurer que, « s'ils se pointent sans visa, on les refoule ».

La réalité est plus nuancée... « La vingtaine de fonctionnaires postés au Beach Ngobila gagne 200 dollars (9) par mois, c'est un salaire de misère ! », rétorque M. David Lelu, consultant auprès de l'OIM à Kinshasa. « Du coup, ils facilitent eux-mêmes le

(2) A la tête de l'Etat entre 1960 et 1993.

(3) Un euro équivaut à 655 francs CFA.

(4) Ce chiffre annuel est obtenu en additionnant les données mensuelles (« Tourism and migration statistical release ») publiées par le bureau des statistiques sud-africain : www.statssa.gov.za/

(5) Cf. OIM, « In pursuit of the southern dream. Victims of necessity », Genève, avril 2009, http://publications.iom.int

(6) Aucune donnée fiable n'est disponible, ainsi que le rapporte Tara Polzer dans « Population movements in and to South Africa », African Centre for Migration and Society, Johannesburg, 2010, www.migration.org.za

(7) Ces chiffres sont rapportés dans une étude dirigée par Jean-Emmanuel Pongi, « Immigration et diaspora. Un regard africain », Maisonneuve et Larose, Paris, 2007.

(8) Son prénom a été modifié à sa demande.

(9) Un euro équivaut à 1,25 dollar américain.

LE SUD

pour Johannesburg

passage, moyennant jusqu'à 500 dollars de dessous-de-table par jour et par officier, trois jours par semaine. » Et M. Lelu de décrire la seule chose à peu près organisée en RDC : « Un vaste système de corruption dans lequel les agents d'immigration reversent un pourcentage de leur butin aux échelons supérieurs », et ce jusqu'à la présidence, dit-on.

Et pour huiler ces rouages, une vingtaine de passeurs bénéficient d'une entrée quasi officielle au Beach : « Nous étions une centaine il y a deux ans, mais il y a eu une purge », précise Jérémie (10). Attablé à une cafétéria des bas-fonds de Kinshasa, cet ancien fonctionnaire du ministère de l'intérieur reconverti depuis 2004 dans le business de l'aventure a lancé pendant de longues minutes un regard méfiant. Puis il enchaîne : « Généralement, un passeur basé à Brazza m'appelle et me prévient que dix types vont accoster au Beach. Les Ouest-Africains, je les repère facilement : ils ont entre 18 et 30 ans, voyagent léger et sont tellement traumatisés par le voyage qu'ils donnent l'impression d'avoir fui la guerre. »

Combien demande-t-il par passage ? « Entre 500 et 1000 dollars par voyageur en fonction de ses ressources. Puis je reverse une commission de 200 à 1000 dollars aux policiers selon leur grade. » Et au rythme de « cent cinquante personnes aidés chaque année », le Beach Ngobila tient moins du filtre que de la passoire... sans compter ces dizaines de petits ports à l'extérieur de la ville, que les candidats à l'exil déguisés en pêcheurs rejoignent en pirogue à la nuit tombée.

« A peine arrivés, les Ouest-Africains sont reçus dans une famille d'accueil, rapporte Jérémie. Les liens ethniques et tribaux sont très forts. » Leur royaume est domicilié dans les sombres méandres du grand marché. Un tourbillon de magasins de fripes contracté sur lui-même, comme s'il recelait dans son écrin de tissus un précieux secret. Endurcie aux rafles orchestrées par les autorités, « la communauté fait bloc autour de ses clandestins », justifie M. Coulibaly Bouya, chef des Maliens de Kinshasa. Intégrés, parlant le lingala, les voyageurs économisent dans l'attente d'un nouveau départ.

Et la « nation arc-en-ciel » devint le pays de la maturité

« Cette aventure, c'est de la souffrance, c'est de la merde », déplore M. Bouya. Nombre d'hommes rejoindront les mines de diamants de la Lunda-Nord, en Angola, mises sous la coupe réglée des réseaux de traite humaine, tandis que les filles, majoritairement congolaises, iront mourir à petit feu dans les bordels de Luanda. Instruits des viols, tortures et expulsions de masse, de plus en plus de migrants choisiraient, selon Jérémie, de rejoindre l'Afrique du Sud – comme Emeka. En 2010, le Nigérian a rechaussé ses crampons pour rejoindre Johannesburg.

Les routes étant impraticables, c'est en avion qu'il a regagné Lubumbashi, à la frontière zambienne. Le début d'un long cauchemar : arrêté, « j'y ai passé sept mois en prison avant d'être transféré au centre de détention des migrants de Kinshasa ». « Une prison officielle, rapporte M. Lelu. Impossible d'y avoir accès, même avec l'autorisation du Saint-Père ! » A défaut, Emeka évoque « deux mois d'internement supplémentaires sans voir le jour ». Puis sa libération, où il est question d'« un visiteur inconnu parlant l'anglais », lequel aurait déboursé 250 dollars pour le faire libérer. « Je ne l'ai plus jamais revu. »

Vivant d'achat-vente de pièces détachées de motos, Emeka voit, à 29 ans, son rêve de footballeur s'éloigner. Tant de souffrances pour reconnaître, le regard posé sur six années d'errance, avoir pris « les mauvaises décisions » et que « le Nigeria est

mieux, bien mieux que le Congo ». Puis cette formule ambiguë : « I have made a long move » (« J'ai fait du chemin »). Tétanisé entre l'humiliation du retour et l'angoisse de repartir, ce jeune homme au regard vidé par son trop-plein de souffrances est à l'image de tous ces inconnus broyés par leur rêve. « L'aventure, c'est un coup de poker : soit on devient un héros, soit on se trouve nié dans son humanité », observe M. Michael Tschanz, chef de mission de l'OIM à Kinshasa. Déjà égarés, « beaucoup préférèrent tout simplement disparaître ».

Les rescapés de l'Afrique centrale poursuivent par avion jusqu'à Lubumbashi, capitale du Katanga et porte d'entrée sur les contrées australes. « Tout le monde passe par le poste-frontière de Kasumbalesa », admet une passeuse congolaise au téléphone. « En deux jours et pour 250 dollars, je les emmène en bus à Lusaka, Harare, puis Johannesburg. » Rectiligne à travers la savane, l'autoroute se cambre à l'approche de la capitale sud-africaine. Au loin, les tours du Central Business District, le quartier des affaires, s'élancent dans un ciel bleu électrique. Le véhicule quitte la N1, tournicote dans un chapelet d'avenues tracées au cordeau puis s'immobilise sous l'auvent d'une gare routière. Terminus.

Parktown North n'est qu'à quelques centaines de mètres. Pendu au téléphone dans son vaste appartement de ce quartier populaire, M. Marc Gbaffou tente de dépêtrer son petit frère d'un contrôle policier. Jouissant d'une législation favorable aux réfugiés politiques, les Congolais, Somaliens et Zimbabwéens sont facilement admis en Afrique du Sud. Pour les Ouest-Africains, c'est une autre histoire : « On les emmène au poste sans même leur demander leurs papiers ! », se déssole ce représentant de la communauté ivoirienne. Arrivé en 1997, devenu ingénieur agroalimentaire après avoir vendu des légumes, ce sympathique quadragénaire le répète à l'envi : sa réussite est une anomalie. « En général, les migrants ne parviennent pas à réaliser leur rêve ici. Mais ils s'en sortent, concède-t-il. L'Afrique du Sud, c'est un mariage d'amour et de raison à la fois. »

Une union le plus souvent consommée dans le quartier de Yeoville. A l'ombre de mornes bâtisses, une armée de vigiles, artisans, maçons ou coiffeurs tente de se faire une place au soleil de l'Afrique australe, tandis que des dizaines de milliers d'autres migrants ont rejoint les exploitations minières et forestières du Cap-Nord ou du Kwazulu-Natal. Une main-d'œuvre volontairement maintenue à la marge



du système, donc flexible et bon marché. Du même coup, « on l'accuse de saper les droits sociaux, analyse Aurélie Segatti, chercheuse au Southern African Migration Programme, à l'université de Witwatersrand. Les étrangers sont les boucs émissaires des frustrations populaires ». L'enquête d'opinion menée en 2008 par l'institut World Values Survey (11) s'en ressent : l'Afrique du Sud arrive en tête des pays les plus xénophobes de la planète.

Et les gouvernants suivent : « La lutte contre la fraude documentaire est renforcée, la biométrie instaurée, les reconduites à la frontière multipliées. En quinze ans, deux millions et demi d'étrangers ont été expulsés, observe la chercheuse. Or jamais les autorités n'ont pris en compte la dimension économique des migrations ! » Paradoxe de cette nation revendiquant son statut de puissance émergente mais incapable d'en assumer les conséquences... Dans le même temps, les « frères » africains qui, des missions de charité nigérianes aux feuilles d'impôts mozambicaines, ont jadis contribué à soutenir l'African National Congress (ANC) dans sa lutte contre l'apartheid, ruminent leur amertume. Et voudraient à nouveau tenter leur chance en Europe et aux Etats-Unis... « Ils entre-

tiennent leur rêve en passant leur vie à voyager !, critique M. Gbaffou. Mon rôle est de leur dire qu'ils ne trouveront pas mieux ailleurs. »

Pour M. Emilio Sie, la « nation arc-en-ciel » est devenue « le pays de la maturité ». A la tête de son garage, cet Ivoirien voit depuis dix ans ses affaires prospérer dans un repaire de voitures rafistolées. Et le patron d'évoquer sa maison « à 1,2 million de rands à Germiston », ses trois enfants inscrits à l'école privée et les crédits que lui octroie son banquier « sur simple coup de fil ». « L'aventure, c'est fini ! », promet-il. M. Sie concède tout de même quelques voyages d'affaires « en Inde, en Angola et aussi en Malaisie... C'est vrai, chaque mois, je suis en voyage, admet le garagiste. Je suis incapable de rester assis à ne rien faire ! » A ses côtés, ses dix employés, tous immigrés, s'affairent sur la carrosserie d'un taxi collectif. Peut-être est-ce le destin de M. Sie : la route ne l'a jamais tout à fait quitté.

GUILLAUME PITRON.

(10) Son prénom a été modifié à sa demande.

(11) www.worldvaluessurvey.org

ramses

2013

Gouverner aujourd'hui ?

Sous la direction de **Thierry de Montbrial** et **Philippe Moreau Defarges**

SPÉCIAL 2013
livre papier
+ version numérique téléchargeable (PDF ou ePub)



Rapport annuel de l'Institut français des relations internationales (ifri) DUNOD

PRIX DE LANCEMENT

27 €

jusqu'au 31 octobre 2012, puis 32 €

En vente en librairie



www.dunod.com
www.ifri.org



ÉDITEUR DE SAVOIRS

En chiffres

- 19,3 millions** : nombre estimé de migrants internationaux en Afrique en 2010.
- 11,1 millions** : nombre estimé de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afrique à la fin de 2010.
- 2,3 millions** : nombre estimé de réfugiés en Afrique à la fin de 2010.
- 1,9 %** : pourcentage de migrants internationaux par rapport à la population du continent africain.
- 46,8 %** : pourcentage de migrants internationaux de sexe féminin en Afrique.

Source : Organisation internationale pour les migrations (OIM).